

On y discute des enjeux centraux

Le comité restreint est vraiment lancé

Comme nous vous l'annoncions dans le dernier numéro de l'*info négo tneeq*, les travaux du comité restreint sont commencés. C'est aux sujets majeurs que les parties ont convenu de s'attaquer et il semble que, tel que souhaité par le Regroupement cégep, la nouvelle configuration des représentations patronale et syndicale à la table de négociation va donner lieu à une accélération des pourparlers.

Le comité de négociation de la FNEEQ et les représentants patronaux se sont rapidement entendus sur le terrain des discussions. Ainsi huit sujets, au cœur de la convention collective, feront l'objet d'échanges entre les parties. Il s'agit des coûts de main-d'œuvre, de la définition de la tâche, de la mobilité des profs, de l'utilisation des ressources, des garanties collectives (plancher d'emploi), de la précarité, de la formation continue et de l'approche programme.

Cet atterrissage sans douleur, quant au terrain des pourparlers, ne règle évidemment pas la question de la distance entre les objectifs des parties, qui demeure importante. Les premières discussions ont porté sur les garanties collectives. À ce sujet, les représentants patronaux ont indiqué leurs intentions. D'abord, ils annoncent n'avoir aucun dessein de diminuer les ressources enseignantes. Du même souffle, ils disent rechercher une plus grande souplesse dans l'utilisation des ressources enseignantes. De plus, ils réaffirment vouloir déposer un nouveau modèle de garanties, qui seraient collectives. Les paramètres de ce modèle permettraient d'actualiser les garanties en fonction, disent-ils, des réalités nouvelles, notamment en regard du financement des collègues. Par la suite, les parties se sont mu-

tuellement expliqué leurs objectifs concernant ces enjeux.

Les parties se sont entendues pour donner leur pleine disponibilité à la négociation. En langage courant, cela signifie que les discussions se poursuivront dorénavant les soirs et les week-ends.

Au moment d'aller sous presse, les échanges portaient sur deux autres dossiers soit la formation continue et la mobilité des profs. Les équipes de négociation, tant patronale que syndicale, se sont mises d'accord pour faire le tour de tous les dossiers dans les meilleurs délais.

La table fédé-fédé

Les premières rencontres de la table FNEEQ-Fédé des cégeps ont eu lieu elles aussi. Les échanges initiaux se sont faits sur la base des demandes syndicales, et il est entendu que l'ensemble des demandes qui devaient, selon la loi 37, être négociées localement y seront débattues. Les deux fédérations s'entendent pour y régler le plus grand nombre possible de questions. Le tout se déroule dans un climat propice à faire avancer les pourparlers. La prochaine rencontre aura lieu le mardi 23 novembre.

Des actions significatives en appui à la négociation

Les actions du 16 novembre ont été menées rondement dans l'ensemble des syndicats d'enseignantes et d'enseignants de cégep affiliés à la FNEEQ (CSN). L'objectif de secouer l'attentisme assez généralisé des administrations locales et de leur rappeler leurs responsabilités dans cette négociation a, peut-on dire, été atteint.



Une véritable flambée d'actions imaginatives a coloré cette journée consacrée par la CSN aux profs de cégep. Déchiquetage, devant les bureaux administratifs, du dernier dépôt patronal, piquetage symbolique, port de pancarte pendant toute la journée y compris dans les cours, blocage administratif dur et parfois prolongé, transport par ambulance des offres du CPNC, cérémonie funéraire autour du même pauvre document, cours silencieux, journée portes fermées, assemblée d'information sur le temps de travail, etc., autant de façons de faire passer un même message aux directions locales : les dernières offres patronales font chou blanc.

Le message et ses échos

Et, puisqu'on nous le demande parfois, nous avons fait un relevé non exhaustif des retombées médiatiques : les actions ont donné lieu à des reportages aux bulletins de nouvelles de 13 postes de radio, de cinq télévisions ainsi qu'à des comptes rendus dans les pages de qua-

tre quotidiens dont un national, sans compter la couverture des médias écrits régionaux ou locaux. L'élément principal demeure le message qu'ont sûre-

ment reçu les patrons du CPNC : les profs sont toujours derrière leurs représentants et continuent de soutenir leurs revendications.

Le taxage, ça n'arrive pas qu'aux étudiants.

En 1997, j'ai dû accepter une coupure équivalente à deux semaines de mon salaire. C'était ça ou des classes encore plus bondées. C'était ça ou des centaines de jeunes profs en moins dans les cégeps. Le gouvernement, qui fait maintenant des surplus, voudrait continuer de prélever ces 9,3 jours de mon salaire sous forme de congés sans solde. J'ai droit à mon plein salaire. Les étudiants ont le droit de retrouver un encadrement qui favorise leur réussite. Mes conditions d'enseignement, ce sont aussi leurs conditions d'étude.

Gros preneurs
P'tits donneurs

Le secteur public CSN en négociation.